

L'Afrique n'est pas en vacances et le gouvernement Jospin a retardé les siennes. Billets, en prise avec une actualité abondante, se dispense d'éditorial. Nous attirons pourtant l'attention de nos lecteurs sur deux points :

- sans qu'il soit possible de juger dès à présent des orientations du gouvernement en matière de politique africaine, on notera le vif contraste entre une pratique qui se moule dans les options antérieures (sous l'influence des militaires et des grandes entreprises, Elf et Cie) et des décisions de principe qui tendent à mieux respecter le droit international (cf. Bons points) ;
- les évolutions demeurent très incertaines à Kinshasa et Kigali, d'où nous proviennent des signes et analyses souvent contradictoires. Nous les résumerons, sachant l'importance de ces évolutions pour l'avenir d'au moins une partie du continent africain.

SALVES

Adoubement tchadien

On conçoit que Lionel Jospin et son gouvernement doivent composer avec l'existant. Ils n'étaient pas obligés, cependant, de donner en un mois tant de signes d'agrément à des présidents africains (tchadien, nigérien, camerounais) « légitimés » par de monumentales escroqueries électorales - cautionnées ou co-opérées par la France ¹.

Le 3 juillet, Lionel Jospin reçoit le Tchadien Idriss Déby. Certes, celui-ci a habilement circonvenu son opposition. Mais sa milice ethnique continue ses exactions au Sud du pays ², et le pillage « familial » de l'État se poursuit - ce qui rend très contestable le financement du pipeline Doba-Kribi (évacuation du pétrole tchadien via le Cameroun) par des fonds d'aide au développement ³.

En déclarant que le Tchad « est aujourd'hui dans une situation de stabilité, de progrès vers la démocratie », Lionel Jospin a prononcé le mot de trop - qui avalise la politique de force pratiquée dans ce pays par le lobby militaro-africaniste français. Quand, dans ce contexte, il se déclare « profondément attaché à la politique de liens particuliers, privilégiés et amicaux avec l'Afrique », le propos est terriblement ambigu : c'est mot pour mot le langage français ⁴.

Un langage qui continue d'être majoritaire au CIAN (Conseil des investisseurs français en Afrique) - tout réjoui du feu vert politique à la rente pétrolière tchadienne. Comme il faut bien l'éponger, le président du CIAN Jean-Pierre Prouteau a lancé l'idée d'un club franco-tchadien d'investisseurs. « Une idée en béton armé », s'est exclamé, enthousiaste, l'ambassadeur français à N'Djaména Alain du Boispean (*Marchés tropicaux*, 11/07/1997).

On ne saurait si bien dire : la rente pétrolière devrait payer du béton et des armes. Celles du régime Déby, et celles des officines de sécurité (de Paul Barril, Robert Montoya, Patrick Turpin, etc. - toujours les mêmes *cow-boys*) qui guignent le marché de la « sécurité » du pipeline (*La Lettre du Continent*, 03/07/1997).

Tout cela n'est qu'un château de cartes, bâti par des illusionnistes galonnés. Même les États-Unis ne conçoivent plus ainsi leurs relations avec l'Amérique latine. Après la débâcle centrafricaine, l'armée française rêve d'installer son « porte-avions » au Tchad, promu bastion du « pré carré » francophone, et sécurisé par un général à poigne. De tels schémas oublient seulement les Africains - qui les récuse de plus en plus vigoureusement.

Jospin ne le sent-il pas, ou est-il déjà conquis par la « raison » militaire ?

1. Cf. *Dossiers noirs* n° 7 et 8, *France-Cameroun : croisement dangereux ; Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996. Disponibles à *Survie* (45 et 49 F, port inclus).

2. Un détachement de ces soudards est allé sévir à Bangui, au sein de la mission interafricaine d'interposition (MISAB).

3. Avec *Agir ici* et *Les Amis de la terre*, *Survie* participe à une campagne internationale, « *Pompe A'frique* », qui rejette la captation des crédits de lutte contre la pauvreté par les investissements pétroliers au Tchad et au Cameroun.

4. Le langage du ministre de la Coopération Charles Josselin, lors de sa première audition par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, a probablement souffert des mêmes ambiguïtés : à la sortie, son prédécesseur RPR Jacques Godfrain a confié qu'« il n'imaginait pas entendre des propos aussi proches que ceux qu'il aurait tenus à sa place » (*Le Monde*, 5/7). Fâcheux compliment !

Agrément nigérien

Rejeté par 80 % des électeurs nigériens, le général-président Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) obtient au moins le score inverse dans la classe politique française. Comme Idriss Déby, il lui inspire un fort sentiment de « sécurité » : il bâillonne la presse (loi du 24 juin) ; avec l'aide de Déby et l'aval de la coopération militaire française, il n'hésite pas à raser un village toubou ¹ ; avec sa famille, il verrouille l'économie rentière et le processus de privatisation (*La Lettre du Continent*, 19/06 et 03/07/1997) ; enfin, il muselle les manifestations du Front de l'opposition.

Les leaders de celle-ci avaient sablé le champagne le soir de la victoire de la gauche. Ils ont déchanté. Lors de sa conférence de presse du 10 juillet, le ministre de la Coopération Charles Josselin a déclaré : « *les forces de l'opposition n'ont pas encore fait la preuve que, si elles revenaient au pouvoir, elles seraient capables de remettre le pays en marche* ² ». Et d'ajouter, pour que le protectorat soit plus net : « *il y a des réformes difficiles à conduire, j'aimerais bien que le général Baré puisse les conduire* » (*Afrique-Express*, 10/07/1997).

1. 29 morts à Danjouma, selon la presse nigérienne (qui fait de la résistance). La région toubou, aux confins du Niger, du Tchad, du Nigeria et du Cameroun, est en fréquente rébellion.

2. Avec un tel raisonnement, jamais aucune opposition au monde n'accéderait au pouvoir, et Charles Josselin lui-même ne serait pas ministre !

Réception camerounaise

En séjour privé à Paris, le président camerounais Paul Biya a été reçu à l'Élysée, ce qui n'étonne qu'à moitié. Pourtant, sa probable réélection à l'automne, sur un champ de ruines économiques et politiques, serait un « scénario-catastrophe », propice à tous les dérapages (cf. *Ils ont dit*). Qu'espérait donc Jospin en recevant à son tour Biya à Matignon, le 25 juillet ? Le convaincre de céder la place, à l'issue d'un scrutin honnête ? Cette réplique facultative de la réception élyséenne ne peut que donner l'impression d'un soutien sans faille de la France au régime Biya. Bonjour les dégâts !

Élections pipées (suite)

Le président mauritanien Ould Taya (cf. *Billets* n° 45) a une conception très familiale de l'État, et très personnelle de la démocratie. Il trouve naturel d'organiser le prochain scrutin présidentiel - conçu comme une simple formalité - un 12 décembre, anniversaire du putsch qui l'a porté au pouvoir (le 12/12/84).

Le Front uni des partis d'opposition a décidé de boycotter cette élection, faute d'un minimum d'accord sur le respect du vote. Jacques Chirac veut pourtant rendre visite à ce Français modéré, cautionnant une fois de plus un déni de démocratie. Sans parler de la persistance des pratiques esclavagistes, ni de l'impunité du massacre raciste, en 1990-91, de plus de 500 militaires noirs.

Même scénario au Gabon : l'opposition demande que le scrutin présidentiel de 1998 soit organisé sous contrôle de l'ONU, faute de quoi elle menace de l'empêcher. Problème : si le scrutin était honnête, Bongo serait balayé. C'est donc à bon droit que ce grand ami de la classe politique française s'impose de plus en plus comme le chef de file des présidents d'Afrique francophone : au terme du cycle de « démocratisation », la grande majorité d'entre eux s'est fait « légitimer » par des scrutins pipés.

Une « consolidation » assez fragile...

Bavure à Bangui

Constituée en hâte par Paris pour se sortir du guêpier centrafricain, la MISAB (Mission de suivi des accords de Bangui) illustre bien, par ses dérapages, le minimum de précautions à prendre avant de constituer une telle force d'interposition. La forte présence des soudards d'Idriss Déby (400 sur 800), qui n'ont pas grand chose à envier à ceux de Mobutu, a vite donné de cette MISAB l'image d'une milice partisane, partant massacrer des civils (une centaine au moins, du 21 au 27 juin) dans les quartiers « mutins ». Les contingents plus maîtrisés d'autres pays francophones ont subi cette image.

Même les forces françaises basées à Bangui, pourtant hyper-entraînées, sont entrées avec leurs blindés dans la vendetta meurtrière - leurs hélicoptères participant à la reconnaissance des positions « ennemies ». Où l'on voit qu'une force permanente est incapable de garder ses distances, finissant par obéir davantage aux manipulations locales qu'aux ordres de son gouvernement.

Encore que... Au ministère de la Défense, on ne se disait pas fâché de donner une leçon aux ex-mutins. Tandis qu'à l'Élysée, Jacques Chirac, encouragé par Omar Bongo, voulait prouver la force de frappe de la MISAB... en lui donnant un coup de pouce ! Lionel Jospin n'aurait pas été associé à cette décision (*L'autre Afrique*, 25/06/1997).

Quant au ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, il a soigné sa crédibilité en parlant, pour les soldats français, d'« *autodéfense légitime* ».

Depuis, la situation s'est calmée à Bangui, grâce au charisme du général malien Amadou Toumani Touré. Un calme bien précaire (la paix des cimetières ?). Et la MISAB a précisément démontré les risques d'une force d'interposition interafricaine francophone, issue en partie d'armées dictatoriales, et "pilotée" par un tandem Bongo-Chirac !

Partisans à Brazza

Si le gouvernement Jospin tient à la neutralité officielle de la France dans la guerre civile congolaise, il se confirme que la Françafrique penche majoritairement pour son vieil affilié Denis Sassou N'Gesso. On a déjà signalé l'intervention à ses côtés de la PME embarbouzée *Geolink* (*Billets* n° 48), qui procura des mercenaires à Mobutu. Si ce n'est pas elle, c'est une sœur qui a procuré les « deux hélicoptères en pièces détachées qui seront montés par des mercenaires ukrainiens », dont le ministre Charles Josselin a parlé à l'Assemblée (29/06/1997).

Selon *Le Canard enchaîné* (09/07/1997), un homme d'affaires chiraquien et un haut responsable d'Elf procurent des armes à N'Gesso via l'Angola. Selon *La Lettre du Continent*, même des conseillers élyséens se sont mis en recherche d'« instructeurs » pour le beau Denis (19/06/1997).

Lequel maintient d'étroits contacts avec l'Angola et l'ex-ennemi n° 1 de la Françafrique, Kabila. Mais Lissouba (comme Patasse) s'est rendu à Kinshasa pour tenter d'inverser la vapeur...

Pendant ce temps Omar Bongo, ami de Chirac et obligé d'Elf, préside le Comité international de médiation chargé de dénouer la crise congolaise.

Sire Taki

Le 4 juillet, recevant à l'Élysée le président comorien Mohamed Taki, Jacques Chirac s'est félicité (comme à son habitude) : « *Je suis optimiste sur la façon dont le président conduit ses affaires d'assainissement et de redressement* » (AFP).

Rappelons (*Billets* n° 34 et 37) que l'arrivée au pouvoir de Mohamed Taki résulte d'un putsch de Bob Denard, puis d'un micmac inter-réseaux Pasqua-Foccart, branché sur la Libye. Avec en toile de fond un casino blanchisseur d'argent sale, « *maillon de l'économie internationale du crime* » (Jean-François Bayart), et les multiples trafics dont l'archipel est, depuis des lustres, un haut lieu.

Tout cela ne laisse guère de temps pour s'occuper de l'avenir du pays et du bien-être de sa population. L'île principale, la Grande Comore, est quasiment privée d'électricité depuis 6 mois. Maltraitée, une autre île, Anjouan, est au bord de la sécession. Elle demande, comme jadis Mayotte, son rattachement à la France - préférant le statut de département d'outre-mer à celui de colonie d'une néocolonie. Le second statut étant moins coûteux, Paris rejette cette provocante déclaration d'amour. Mohamed Taki, quant à lui, envoie une troupe d'occupation - prélevée sur des forces armées totalement dépendantes de la coopération militaire française...

Les Présidents français, on le sait, aiment les situations épicées. Celle des Comores est particulièrement corsée. La nouvelle politique africaine espérée du gouvernement Jospin est affaire d'abord de diététique.

On ne sait que faire aux Comores ? Acceptons une relative impuissance ! Ce deuil, puis une diète, ouvriraient de meilleures perspectives à l'influence française dans l'Océan Indien qu'une fixation sur la politique de la canonnière - avec ses variantes genre Denard ou Barril. Ils obligeraient à rechercher des mécanismes de sécurité régionale.

Trompe l'œil

Signe de l'influence déterminante du lobby militaire, l'exécutif parisien n'a pas tiré les leçons des événements récents pour modifier vraiment l'implantation de ses unités militaires en Afrique.

On fait grand cas du départ de Centrafrique. Mais le désastre était consommé.

Le programme du Parti socialiste prévoyait la fin de l'opération *Épervier*, au Tchad, ainsi que des bases d'Abidjan et Libreville, que les pouvoirs en place considèrent comme « *rempart à leur régime, vigoureusement contesté dans le cadre des transitions démocratiques* ».

Eh bien, non seulement la Côte d'Ivoire et le Gabon conserveront leurs bases, mais le dispositif *Épervier* sera transformé en implantation permanente ! Le nombre de celles-ci reste donc inchangé. L'armée préserve les "plages d'évasion" qu'elle juge « *indispensables pour motiver et fidéliser des soldats professionnels* ». (*Libération*, 03 et 24/07/1997).

Gibis

Le gouvernement travailliste, lui, se pose de sérieuses questions sur sa politique africaine. Il souhaite une « *relation placée sous le signe de la maturité et de l'égalité* » (à comparer avec les « *liens privilégiés et amicaux* » revendiqués par Jospin après la visite de Déby). Il se distancie nettement des régimes nigérian et kenyan. Et il s'est « *rapproché du gouvernement socialiste français pour tenter d'adopter une stratégie commune* » (*BBC*, 2/7). *What a good idea !* En espérant que l'esprit de « *maturité* » prévaudra sur les tentations néo-mitterrandistes.

My Taylor is rich

Initiée et soutenue par la Françafrique, la rébellion libérienne lancée en 1989 par Charles Taylor s'est achevée dans les urnes le 19 juillet - après quelque 200 000 morts et l'exil d'un quart de la population. En son nom, une horde d'adolescents en armes a longuement tué, violé et pillé. Ayant pris le contrôle d'une grande partie des richesses du pays (notamment les pierres précieuses et le bois), Taylor se façonna une image plus recevable par la « communauté internationale », lassée de financer aide humanitaire et forces d'interposition.

Les Libériens aussi étaient plus que las. En votant massivement pour Taylor, les électeurs ont, selon l'un d'entre eux, « *lancé le défi de reconstruire le pays à ceux qui l'ont mis à genoux* » (*Le Monde*, 25/07/1997). Du terrorisme au "taylorisme", un chemin de traverse vers la modernité ?

Enjeux à Kinshasa

Dans la période de flottement ouverte par la révolution du Congo/Zaïre, il est impossible de décrire les perspectives de manière unidimensionnelle : il faut continuer de faire coexister, au minimum, les trois "lectures" présentées dans notre n° 47¹ : intérieure, régionale-africaine, occidentale.

Au plan intérieur, l'enjeu demeure la rencontre entre le kabilisme révolutionnaire et la scène politico-sociale zaïroise - rencontre encore plus délicate à Kinshasa, perçue par l'Alliance comme la Babylone mobutiste.

L'interdiction des partis joue un rôle très négatif. Elle est à l'origine d'un événement qui peut emballer un processus de rupture : la mort de plusieurs sympathisants du Parti lumumbiste (PALU), abattus par les « forces de l'ordre » lors d'une manifestation interdite à Kinshasa, le 25 juillet.

Mais ce processus n'est pas inévitable. Car les discussions se sont poursuivies avec le principal leader politique de l'ex-Zaïre, Étienne Tshisekedi - en dépit d'une arrestation passagère. D'autre part, il semble que l'air de Kinshasa opère des miracles : l'Alliance (AFDL) commence à « écouter » la problématique politique des opposants à Mobutu et de la société civile, à admettre que la Conférence nationale souveraine (CNS) a aussi produit des projets, de la pensée politique, du sens. Bref, on s'éloigne de l'intenable table rase.

Du 16 au 20 juin, la grande rencontre des ONG, « *Reconstruction et démocratisation du Congo* », a été un espace de liberté. Le 28 juin, un long Colloque sur le développement a pris le relais : il a réuni, comme on dit, toutes les « forces vives » - celles qui animèrent la CNS. La monnaie tient le coup, l'activité redémarre.

Mais les institutions demeurent dans la zone des tâtonnements, du cafouillage. Même un ministre, Jean-Baptiste Sondji, évoque « *la plus grande confusion [qui] règne sur le rôle respectif de l'AFDL, de l'État et du gouvernement* », tout en estimant qu'il s'agit sans doute d'un état transitoire (*Le Soir*, 23/07/1997).

En fait, l'Alliance se comporte comme un parti, se réunit comme un parti : cela contredit l'interdiction des partis et devrait conduire, logiquement, à les ré-autoriser. Un symbole majeur - même si dans les faits, les partis peuvent tenir des réunions.

Autres problèmes : les relations avec les pays voisins, le Rwanda surtout, qui demeure influent dans l'état-major militaire ; et les suites des massacres de réfugiés hutus. Ce qui renvoie aux deux autres "lectures", car il est clair que, sur ces sujets, Kabila n'a pas encore les coudées franches.

1. Cf. aussi le *Dossier noir* n° 9, *France-Zaïre-Congo, 1960-1997. Échec aux mercenaires*, L'Harmattan, 1997. Disponible à *Survie* (60 F).

Kabila et ses voisins

Trois pays africains, l'Ouganda, le Rwanda et l'Angola, ont joué un rôle majeur dans le renversement de Mobutu. Si l'initiative est plutôt ougandaise et le renfort final angolais, le Rwanda a été le plus présent sur le terrain de septembre 1996 à mai 1997.

Le Rwanda avait un double intérêt stratégique : écarter la menace du *Hutu power* mêlé aux camps de réfugiés ; aider les Tutsis zaïrois à se faire reconnaître. Le premier objectif a été exécuté avec, disons, acharnement (on y reviendra). Le second ne peut l'être que *relativement*, dans tous les sens du terme.

Les Tutsis zaïrois ne représentent qu'environ 1 % de la population de l'ex-Zaïre. Leur future place doit se trouver, s'ajuster. Elle ne peut être le résultat du seul rapport de force. L'intelligence politique doit relayer la stratégie militaire. Difficile transition, à négocier avec les autres composantes, civiles et militaires, de l'Alliance, et avec une opinion inflammable à l'antitutsisme. Difficile, mais pas impossible, si l'intelligence est au rendez-vous, si les incendiaires sont peu nombreux ou tenus à l'écart.

En attendant, des représentants d'une dizaine de pays d'Afrique, dont 8 chefs d'État, ont tenu le 20 juillet à apporter un appui quasi inconditionnel au nouveau régime, contre les « *attaques* » dont il fait l'objet à propos des massacres de réfugiés rwandais. L'AFP relève le caractère inédit de ce rassemblement africain contre les exigences de la « communauté internationale » (*Le Monde*,

22/07/1997).

L'Occident contre l'Afrique ?

Le malentendu est profond. La « communauté internationale » et l'ONU ont raison de se dresser contre les massacres de réfugiés, dont certains revêtent le caractère de crimes contre l'humanité, qui ont certainement été commis par des forces de l'Alliance, au sud de Kisangani et au Kivu. On dispose de trop de témoignages différents pour que le doute soit possible. Si d'ailleurs une enquête avait pu laver l'Alliance de cette accusation, elle n'aurait pas (au contraire) été entravée ou retardée par tous les moyens. Donc, les crimes sont là, commis pour une bonne part par les Tutsis rwandais, burundais et zaïrois dans leur guerre totale contre le *Hutu power* ¹.

Mais cette partie de l'Afrique qui s'est mobilisée contre Mobutu trouve que la « communauté internationale » est injuste. Pourquoi l'ONU réveille-t-elle son intransigeance, son refus de l'impunité - après avoir couvert le pire - au moment précis où l'Afrique a le sentiment d'avoir remporté de grandes victoires ?

L'ONU peut répondre qu'il faut un commencement à tout, que celui-là était hautement désirable, et qu'il est amené par l'enchaînement des horreurs précédentes. Mais l'Afrique ne croit pas tout à fait à ce hasard. Quelques-uns des accusateurs d'aujourd'hui ont, rappelle-t-elle, trempé dans les crimes d'hier. Et l'humanisme occidental lui paraît à géométrie trop variable, plus guidé par les sentiments que par un souci intransigeant d'équité. Ainsi, il n'a pas vraiment exigé que, dans les camps de réfugiés du Kivu, les assassins soient séparés des innocents.

Ce débat est incontournable, il faut en sortir par le haut - et non par la capitulation réciproque. L'Afrique peut et doit le comprendre : elle gagnera à rejeter le crime contre l'humanité. L'Occident peut et doit le comprendre : l'universalité d'un tel rejet passe, de sa part, par une certaine humilité - et un rééquilibrage des instances internationales.

Quoi qu'il en soit, le crime contre l'humanité ne peut être enfoui. D'être avoué sert au moins à dégonfler les baudruches de la folie humaine.

1. L'ONU (rapport Garreton) impute aussi des massacres à l'ex-armée zaïroise, aux miliciens hutus et aux mercenaires serbes.

Kigali au tournant

Dans la guerre de Kigali contre le *Hutu power*, comment est-on passé du stade des combats à, en certains endroits, des consignes d'élimination indistincte de groupes entiers de réfugiés ?

Le Nord-Ouest du Rwanda est un fief du *Hutu power*. Nombre de ses partisans, militaires ou miliciens, sont rentrés en novembre au milieu du flot des réfugiés. Ils ont récupéré des caches d'armes et développé l'insécurité avec, parfois, l'appui de la population. Cette déstabilisation, vécue comme intolérable, a pesé sur l'attitude de Kigali vis-à-vis des réfugiés fuyant au Zaïre. Le choix semble avoir été fait de limiter au maximum l'ampleur d'un nouveau retour. Une directive qui, dans son application, s'est plusieurs fois transformée en éradication de « populations d'*Interahamwe* ».

Comme nous le soulignons dans notre n° précédent, c'est de sa victoire sur le camp du génocide que le gouvernement rwandais tient l'essentiel de sa légitimité. Laisser impunis des crimes contre l'humanité ayant causé, probablement, plusieurs dizaines de milliers de victimes, ouvrirait un boulevard idéologique aux résurgences du *Hutu power*. Nier ces crimes serait plus grave encore, car cela décrédibiliserait aux yeux du monde le régime de Kigali en son entier.

Il reste à « faire le ménage » au sein de l'armée rwandaise. Avoir admis que des crimes de guerre avaient aussi été commis par des Musulmans bosniaques, et les laisser juger par le Tribunal de La Haye, ne signifie pas que la partie serbe ne porte pas la responsabilité principale, et de loin, dans la purification ethnique en ex-Yougoslavie. Cela signifie que nul n'est parfait.

Pompe

Quand on a un palmarès de corruption aussi prestigieux que la Compagnie générale des eaux (CGE), on songe forcément à aller exploiter ses talents en Afrique francophone - à commencer par le Gabon, qui fait toujours autant saliver : les profits d'Elf-Gabon ont fait un bond en 1996. Après avoir raflé le monopole des eaux et de l'électricité, la CGE guigne le téléphone... (*La Lettre du Continent*, 19/06/1997 et 03/07/1997). Et un lobby de plus en politique franco-africaine !

Ratiboisés

La reprise de la croissance ivoirienne (7 % en 1996) requinque les éloges parisiens du « modèle ivoirien ». Mais une enquête de la Banque mondiale montre qu'elle s'opère sur fond d'une paupérisation considérable. La part des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté relative (1 448 FF/personne/an) est passée de 10 % en 1985 à 37 % en 1995. 29 % des Ivoiriens de plus de 15 ans savaient lire en 1995 (14 % en 1990). Ces disparités sont beaucoup plus grandes qu'en d'autres pays de même niveau économique. Ce qui signifie que les revenus rentiers (en plein boom avec l'essor du pétrole) ne profitent qu'à une minorité (*Afrique-Express*, 10/07/1997).

Une rente va fondre : celle du bois d'œuvre. Les 2/3 de la superficie forestière ont disparu en 40 ans (*Marchés tropicaux*, 11/07/1997), et l'on défriche maintenant les forêts classées.

La hache de Charlemagne

La commission Développement du Parlement européen a sévèrement critiqué l'avant-projet de budget 1998 de l'Union européenne (UE), préparé par la Commission de Bruxelles (*Liaison Info*, bulletin des ONG européennes, 07/1997). Ces critiques, qui s'accordent avec celles des ONG, touchent à une question ultra-sensible : la place de la démocratie concrète dans la construction européenne.

Faute de dynamique politique, les États membres n'entendent pas donner à l'Europe davantage de moyens d'exister. Mais ils veulent, à budget quasi constant, augmenter les programmes "macro-politiques" - en direction notamment des pays est-européens et sud-méditerranéens. Peu importe aux États de l'UE et à la technocratie bruxelloise que ces fonds, accordés à des États souvent

fort peu démocratiques, se perdent dans les sables ou la *raspoutitsa* (la boue du dégel) : ils sont hautement productifs d'accolades internationales, de surfacturations très goûtées des grands groupes, et de volumineux bakchichs (voir l'affaire Elf-Leuna en ex-RDA).

Mais où donc compenser cette augmentation ? Là, exactement, où le discours politique officiel rend hommage à la vertu : dans les programmes destinés aux pays les plus pauvres, dans la part de la coopération communautaire mise en œuvre par les ONG (-18%) et les collectivités locales (-20%). Et surtout dans les programmes qui permettraient d'aiguillonner la responsabilité publique : environnement (-40%), forêts tropicales (-24%), actions relatives aux mines anti-personnel (-26%), etc.

La Commission s'affiche pour ce qu'elle est : beaucoup plus sensible aux lobbies pollueurs, forestiers ou d'armement qu'aux revendications civiles. Le Parlement européen s'en émeut - ce qui montre qu'il n'est pas coupé des citoyens. C'est pourquoi l'on s'emploie tant à restreindre ses pouvoirs.

Droit de Lomé

Chacun en convient : les accords de Lomé sont largement dépassés. Mais ils ont créé des habitudes de concertation et d'anticipation, bref une institution « ACP-UE » (entre les pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique et ceux de l'Union) qui aspire d'autant plus à vivre qu'elle est menacée d'extinction.

Phénomène nouveau, cette aspiration n'est pas seulement exprimée par les parlementaires de l'Assemblée paritaire ACP-UE, mais par quantité d'ONG du Nord et du Sud, qui se sentent provoquées à dessiner l'avenir de la solidarité internationale (*Liaison Info*, 07/1997).

Leurs travaux, qu'il s'agisse du Comité de liaison des ONG européennes, des réseaux d'ONG des Caraïbes ou du Pacifique, des plates-formes d'ONG belges ou scandinaves, sont décapants. Ils visent à faire de la lutte contre la pauvreté un objectif central, régulièrement évalué, et qui devienne l'affaire des populations intéressées. Ce qui suppose une capillarisation des moyens plutôt que de gros flux interétatiques, à forte perte en ligne. Où l'on retrouve les enjeux de la salve précédente...

Bons points

* Pour parvenir à un accord sur l'interdiction totale des mines anti-personnel, deux processus diplomatiques sont en concurrence : l'un à Genève, paralysé par l'exigence d'unanimité, l'autre dit "d'Ottawa", dynamique. Évidemment, la France s'accrochait au premier (*Billets* n° 44). Pressée par une campagne internationale d'opinion, elle vient de rallier le second (24/06/1997).

Les négociations se poursuivront dès septembre à Oslo. La pression doit continuer, car les échappatoires sont nombreuses. Des manifestations sont prévues (27/09/1997) à Paris, Lyon, Angers, Orléans et Caen. Contact : *Handicap International*, (0)1 43 14 87 02.

* Selon le sénateur socialiste et ancien ministre Robert Badinter (*La Croix*, 26/06/1997), Lionel Jospin soutiendrait le projet d'une Cour criminelle internationale permanente chargée de juger les crimes de guerre, contre l'humanité, et de génocide. L'ONU a prévu de convoquer une Conférence internationale à cet effet en juin 1998. Si ce soutien se confirmait, il marquerait une rupture avec la politique d'obstruction décidée par le gouvernement précédent, sous la pression des militaires (cf. *Billets* n° 39).

* Début juillet, des commandos britanniques ont pris l'initiative (périlleuse) d'interpeller en ex-Yougoslavie deux criminels de guerre serbes recherchés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPY). Alors que jusqu'alors le détachement français se montrait très réticent à de telles arrestations, le ministre de la Défense, Alain Richard, a déclaré deux jours plus tard qu'il s'agissait désormais d'une mission « prioritaire ». Et le général Mansuy a évoqué la présence de détachements des forces spéciales françaises capables d'y contribuer (*Le Monde*, 15/07/1997). À (pour)suivre...

* Est-ce pour atténuer les critiques dont ils sont l'objet ? Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) et les autorités kenyanes ont procédé à 8 arrestations majeures parmi les responsables présumés du génocide de 1994. Parmi eux, deux chefs de file des propagandistes de la haine, le rédacteur en chef de *Kangura* Hassan Ngeze et le Belge Georges Ruggiu, animateur-aiguiseur de "Radio-machette" (RTL M) ; Jean Kambanda, Premier ministre du gouvernement du génocide ; et le colonel Gratien Kabiligi, resté l'un des mentors militaires du *Hutu power*. La justice prendra-t-elle le pas sur l'impunité ?

* La France a repris (modestement) sa coopération avec le Rwanda, dans les domaines de la santé et de l'éducation. 11 millions de francs ont été engagés. (*Agence rwandaise d'information*, 18/06/1997).

* Au Burundi, les principales parties en conflit semblent poursuivre leurs négociations, et on assiste à une certaine baisse des tensions.

* À Toulon, le préfet Jean-Charles Marchiani défiait la République - n'hésitant pas à s'allier au maire Front national Jean-Marie Le Chevallier -, comme il le fait depuis des lustres au Moyen-Orient et en Afrique, servant les *deals* et les basses œuvres de Charles Pasqua et/ou Jacques Chirac. Lionel Jospin a convaincu ce dernier de le déloger. On espère que son nouveau poste (secrétaire général de la zone de défense de Paris) n'est qu'un placard doré. Sinon, tous aux abris !

Fausse notes

* Le colonel Jean-Claude Manton (cet officier de la DGSE qui fut à Bangui une sorte de vice-roi d'Afrique centrale, de 1980 à 1993, contribuant notamment à l'inavouable alliance entre Paris et Khartoum) vient d'être promu général dans le cadre de réserve (*Le Monde*, 29/06/1997).

Cette marque de reconnaissance évoque celle offerte en juin 1994 au capitaine Barril : sa promotion au grade de commandant - juste après ses exploits aux côtés du *Hutu power* rwandais. Dans les deux cas, la démarche est celle d'un exécutif de cohabitation, donc politiquement consensuelle.

* L'exception démocratique malienne se dégrade, conduisant à des manifestations violentes. Tant les ONG que les chefs religieux ont échoué dans leurs tentatives de médiation entre le pouvoir et 18 partis d'opposition - qui dénoncent les fraudes électorales. (Achévé le 27/07/1997)

ILS ONT DIT

« La France avait un peu tendance à regarder l'Afrique dans le rétroviseur. Ce que nous voudrions, c'est instaurer un nouveau dialogue avec l'Afrique d'aujourd'hui, y compris celle des nouvelles élites africaines qui émergent, qui n'ont pas la même relation à la France qu'avaient leurs parents, [...] *[et qui]* ont un souci plus grand d'un meilleur fonctionnement de la démocratie que leurs parents ». (**Charles JOSSELINE**, ministre de la Coopération, conférence de presse du 10/07/1997).

[Si l'appréciation de ces élites passe par le filtre du lobby militaire - qui protège les « collègues » qu'il a formés, la grille de lecture des pétroliers ou l'affinité des réseaux, elles n'ont aucune chance d'obtenir un « nouveau dialogue ». Et le regard de la France restera collé au rétroviseur.]

« Il faut redéfinir la politique de coopération [...], mélange d'ingérence et d'impuissance ». (**Charles JOSSELINE**, idem).

[La formule est belle. Mais l'ingérence est un gros morceau à avaler.]

« Il faut plus de transparence : la coopération n'est plus aujourd'hui dans le domaine réservé, mais dans le domaine partagé. Il faut plus y associer le Parlement ». (**C. JOSSELINE**, id.).

[À vrai dire, le Parlement n'aurait jamais dû attendre qu'on lui demande d'éviter à l'exécutif les tentations du « gâteau partagé ».]

« Au Cameroun, au Gabon, au Tchad, les présidents Biya, Bongo et Déby ne sont arrivés (ou restés) à la tête de l'État qu'au prix de fraudes électorales grossières. Leurs outsiders ne risquent-ils pas d'en conclure que seul paye le recours à la violence ou à la guerre ?

Telle est la redoutable exemplarité d'un Museveni en Ouganda, d'un Kagame au Rwanda, d'un Kabila au Congo-Kinshasa. Elle menace notamment de faire école au Cameroun si Paul Biya se voit "confier" à nouveau un mandat de cinq ans en octobre. Un scénario-catastrophe auquel la France serait bien avisée de prendre garde... ». (**Jean-François BAYART**, Directeur du Centre d'étude des relations internationales, contribution à *La Croix* du 08/07/1997).

[« La France » aura été abondamment avisée (cf. aussi le Dossier noir n° 7, France-Cameroun : croisement dangereux, L'Harmattan, 1996). Mais a-t-elle un centre psychomoteur, entre tant de courants et sous-courants françafricains : le RPR Afrique 1, 1 bis, 1 ter, 2 (voir ci-dessous), le PS Afrique 1, 2 3 ou 4..., Elf 1 ou 2, la DGSE 1, 2 ou 3, la DST, etc. ?]

« En Afrique, les pays francophones ont compris ce que démocratie veut dire. C'est loin d'être le cas pour leurs homologues anglophones ». (**Omar BONGO**, président du Gabon, in *Paris-Match* du 26/06/1997).

[Sacré Omar ! Les Gabonais l'échangeraient volontiers contre Mandela, et les Togolais leur général Eyadema contre le Ghanéen Rawlings.]

« Ne serait-il pas temps de mettre un terme à notre interventionnisme multiforme (militaire, politique, logistique), qui ressemble trop à une politique d'ingérence dans les problèmes intérieurs, pour nous recentrer sur le développement économique, social et culturel ? ». (**Michel ROUSSIN**, ancien ministre RPR de la Coopération, contribution au *Monde* du 28/06/1997).

[Voilà, comme on dit, une proposition frappée au coin du bon sens. Celui-ci n'avait pas encore frappé Michel Roussin lorsqu'il était ministre, en 1993-94 - bien que nous émettions déjà et lui adressions nos Billets. Maintenant que les trésors de l'Afrique commencent à se faire la malle, on découvre qu'il est d'autres rapports aux richesses de cette terre que ceux d'Harpagon... Encore un effort et l'on s'apercevra que les Africains ont une âme, une voix, etc.]

« Elf est une entreprise citoyenne, en Europe comme en Afrique. Nous parlons avec tout le monde, nous ne soutenons personne ». (**Un porte-parole d'Elf**, cité par *La Croix* du 26/06/1997).

[C'est beau comme une église !]

« Si c'était à refaire, je reprendrais la même décision *[retirer les Casques bleus belges du Rwanda, en avril 1994, ce qui dégaga le terrain pour le génocide]* ». (**Jean-Luc DEHAENE**, Premier ministre belge, le 26/06/1997, devant la Commission sénatoriale sur le Rwanda. Cité par *Le Soir* du 27/06/1997).

[L'histoire n'apprend rien ?]

« *[En matière de lutte contre le crime organisé], l'impuissance européenne a quelque chose de scandaleux, [...] [en dépit] des instruments juridiques et des commissions dans tous les sens que l'on nous présente pour faire croire qu'on fait quelque chose. Si on avait confié à la mafia, qui dispose d'excellents juristes, le soin de faire des propositions, on aurait abouti au même résultat* ». (**Pierre FAUCHON**, sénateur de l'Union centriste, auteur du rapport *Vers la construction d'un espace juridique européen*, cité par *Libération* du 26/06/1997).

[Le 4 juillet, à la Commission des lois, l'avocat et député socialiste Arnaud Montebourg a interpellé la ministre de la Justice Élisabeth Guigou, sur « l'appel de Genève » des magistrats en faveur d'un tel espace judiciaire européen. Elle a répondu que cette question était à ses yeux très importante (Libération, 04/07/1997). Un test.]

À FLEUR DE PRESSE

Le Figaro, *Vers l'autogestion des crises*, 24/06/1997 (Pierre PRIER) : « La force d'interposition *[interafricaine]* "nouvelle formule" *[parrainée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, cf. Billets n° 48]* pourrait ne voir le jour que dans plusieurs années. Mais les États-Unis auraient tout de même décidé d'employer en 1997 les crédits votés par le Congrès pour la force "ancienne formule" *[sponsored par les seuls USA]*, abandonnée par Clinton. Les dollars se déverseraient alors sur des armées jusque là entraînées par Paris. Les militaires français ne sont pas ravis ».

Le Monde, France-Afrique, les liaisons dangereuses, 22-26/07/1997 (Éric FOTTORINO) : Dans ses pages *Horizon*, *Le Monde* consent à regarder en face la fin d'une époque, et n'esquive plus ce qui, depuis 1990 au moins, était manifeste : les tares de la Françafrique pesaient beaucoup plus lourd que le vent des discours. Encore fallait-il exposer ce passif, sans complaisance. C'est le mérite d'Éric Fottorino de l'avoir fait. Au creux de l'été, c'est l'audace du *Monde* de l'avoir laissé faire...

La Lettre du Continent, RPR "Afrique" 1 et 2, 19/06/1997 : « Dominique de Villepin, qui reste "la clé de voûte" du système Chirac à l'Élysée, continue de suivre les dossiers africains, avec dorénavant non seulement Michel Dupuch, toujours installé au 2 rue de l'Élysée, mais également Jacques Toubon. L'ancien Garde des Sceaux [...] souhaitait s'installer au 14 de la même rue, dans le bureau de feu Jacques Foccart. Mais il y a toujours dans les lieux Fernand Wibaux, qui ne semble pas prêt à céder le fauteuil [...]. Voilà pour le RPR Afrique 1

Le RPR Afrique 2 s'active autour de la nouvelle équipe Séguin-Pasqua, au sein de l'Association *Demain la France*, rue de Penthievre. Jean-Charles Marchiani est toujours l'un des "Africains" les plus actifs, en liaison directe avec les chefs d'État, en particulier les présidents angolais Jose Eduardo dos Santos et du "New Congo" Laurent-Désiré Kabila. Les anciennes équipes de Roland Dumas semblent s'être rapprochées du RPR Afrique 2, en particulier sa nièce, Danièle Palazzo-Gauthier, qui a tenu quatre jours avant le 1er tour des législatives une grande réunion au Cap-Ferret avec William Abitbol, le conseiller politique de Charles Pasqua ».

[*Seuls les esprits insensibles aux charmes français s'étonneront :*

- que l'ex-préfet du Var Jean-Charles Marchiani, cité comme le pivot du recrutement de mercenaires serbes contre Kabila (fin 1996), soit l'« éclairé » d'un éventuel retournement d'alliances ;

- que le président du Conseil constitutionnel Roland Dumas entretienne un réseau africain, autour d'Omar Bongo ;

- que le réseau de cet "éléphant" socialiste s'allie à celui, sulfureux, de Charles Pasqua : cela fait plusieurs années déjà que les proches de Pasqua et de Mitterrand multiplient en Afrique les échanges de bons procédés (on n'ose écrire les gentlemen's agreements).

On notera encore ceci : depuis deux ans, Jacques Chirac cafouille sa "politique" africaine en entretenant sur ce "champ" deux équipes rivales, correspondant à deux perspectives peu compatibles, et deux générations (le quadra Villepin contre les papy Foccart et Wibaux). Pour simplifier, il y ajoute une troisième, celle de Jacques Toubon - sa propre génération. Contre le RPR Afrique 2, il y a donc désormais le RPR 1, le RPR 1 bis et le RPR 1 ter (national...)].

Le Canard enchaîné, La « tontonmania » carburait au pétrole, 09/07/1997 : « *Globe-Hebdo*, la quintessence de la mitterrandolâtrie, a été financé à hauteur de 20 millions de francs par Elf (pédégé de l'époque : Loïk Le Floch-Prigent), et même - autant en rajouter dans la combine - par une de ses filiales suisses. Tonton, le grand adepte de la transparence et du pluralisme, a donc fait subventionner par une société nationale un journal à sa dévotion ».

[*Une gâterie parmi beaucoup d'autres - Tonton adorait ça -, entretenant un vaste réseau d'« indulgences » réciproques : Le Floch, Bongo, Dumas, Eyadema, ... Habyarimana.]*

BBC, Les mercenaires en liberté surveillée, 12/07/1997 : « En Afrique du Sud, le gouvernement a introduit un projet de loi interdisant aux ressortissants sud-africains de travailler comme mercenaires sans l'accord du ministère de la Défense. Le texte prévoit qu'en cas de violation de la loi, l'accusé encourt une peine allant jusqu'à 10 ans de prison, ainsi que 200 000 dollars d'amende ».

[*En voilà un bon moyen de purger les réseaux français. Si le gouvernement Jospin déposait un tel projet de loi, le citoyen saurait enfin si les Denard, Barril et leurs affidés, recrutés de plus en plus souvent à l'extrême-droite, sont ou non "couverts" par l'armée française.]*

LIRE

Dominique Lorenz, *Une guerre*, Éditions des Arènes, 1997, 215 p.

Une enquête exceptionnelle - et totalement dérangeante - même si elle n'est pas achevée. Ainsi le principal enjeu des prises d'otages français à Beyrouth et des attentats terroristes en France, en 1985-86, était la livraison d'armes et surtout d'uranium enrichi à l'Iran (en exécution du contrat Eurodif, de 1974). Ni Mitterrand, ni Chirac ne l'avouèrent. L'opinion aurait sûrement refusé que la France livre à l'Iran les moyens de fabriquer la bombe atomique - qu'il détient désormais. Comme elle n'en sut rien, Chirac (en 1987), puis Mitterrand (en 1991) purent céder au chantage.

Michel Baroin (sommité des "services" en même temps que patron de la GMF et de la FNAC) et Georges Besse (ancien président d'Eurodif) s'y opposaient : ils furent assassinés. Indice le plus convaincant, parmi cent autres : Georges Besse est abattu à 20h le 17 novembre 1986 ; à 22h (!) le Quai d'Orsay publie un communiqué annonçant un règlement partiel du contentieux Eurodif avec l'Iran. L'avion de Michel Baroin disparaît au-dessus du Cameroun, un an exactement après un attentat à la FNAC, qui sonne comme un avertissement (la nuit de la Sainte-Véronique : peu après Véronique Baroin, la fille de Michel, est "renversée par une voiture").

Baroin revenait du Congo et peut-être du Gabon, où il avait beaucoup investi aux côtés de Pierre Guillaumat (administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, le CEA, avant de fonder Elf). L'auteur suppose que l'incroyable Centre international de recherches médicales de Franceville sur la "stérilité" (CIRMF), à proximité immédiate des mines gabonaises d'uranium, servait en fait à l'enrichissement du minerai. Elle s'interroge aussi sur le pharaonique chemin de fer Transgabonais, construit... jusqu'à Franceville.

Les lecteurs de *Billets* retrouveront quantité de personnages familiers : Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso, Valéry Giscard d'Estaing, Charles Pasqua, Roland Dumas, Robert Galley, Jacques Foccart, Jean-Charles Marchiani, Robert Bourgi,...

Plus extraordinaire peut-être que les révélations de cet ouvrage : l'accueil qui lui a été réservé. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il pose des questions décisives sur le fonctionnement des institutions françaises. Or, paru début juin et lu par l'ensemble de la classe politique, il a fait pendant plus d'un mois l'objet d'un silence gêné, mais obstiné, de l'ensemble des médias - à commencer par *Le Monde*, *Libération* et *Le Canard enchaîné*. Sciemment, ces symboles de la liberté d'expression en France ont éludé un débat qui, touchant à des "points aveugles", les remet aussi en cause. Ce boycott non concerté, et pourtant de plomb, vaut démonstration des tabous, censures et connivences qui participent à la paralysie de la démocratie en France. Cela n'a pas empêché *Une guerre* de très bien se diffuser par le seul bouche à oreille.

L'éditeur de l'ouvrage, Laurent Beccaria, n'en est pas à sa première "bombe". Avec Denis Robert, il a édité *La Justice ou le chaos*, le livre-manifeste des magistrats européens qui ont lancé l'« Appel de Genève » (cf. *Billets* n° 40). Il préside l'association *Égalité devant la loi* qui supporte cet Appel. On constatera bien des apparentements entre les phénomènes d'irresponsabilité dénoncés par ces magistrats, par *Une guerre*, et ceux que nous ne cessons d'exposer ici.

Samba Diarra, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny : fracture dans le destin d'une nation (1959-1970)*, Karthala, 1997, 248 p.

Pour ceux qui se laisseraient bercer par l'image d'un Houphouët grand-paternel. L'ouvrage décrit l'inventeur d'au moins sept faux complots, ordonnant la torture des conspirateurs imaginaires, et y assistant personnellement. On peut, comme cela, détruire physiquement et psychiquement toute opposition, toute vie politique. Pendant ce temps, l'heureux Félix s'isolait dans sa « maison foccartienne » : le cercle de ses « conseillers » français, civils et militaires.

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 9

France-Zaïre-Congo, 1960-1997

Échec aux mercenaires

Fin de partie pour la Françafrique et ses manœuvres sordides ?

Une mine d'informations, pour mieux comprendre le bouleversement zaïrois : acteurs, stratégies, incertitudes, effets possibles.

Agir ici et Survie, L'Harmattan, 175 p. Disponible à *Survie*, 69 F.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N°
76019 DEPOT LEGAL : AOUT 1997 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F
(ÉTRANGER : 100 F)